

TABLE RONDE N°4

« LA POLITIQUE DES “RÉUNIONS DE L’OMBRE”. PUISSANCES OFFICIELLES ET POUVOIRS OFFICIEUX DANS L’INDONÉSIE POST-SUHARTO »

Romain Bertrand, CERI-FNSP

Version provisoire – ne pas citer.

La période de la *reformasi*, qui s’est ouverte en mai 1998 avec la démission forcée du président Suharto, a mené, au fil des scrutins, à un renouvellement partiel du personnel politique. Mais il est des personnages-clefs du régime de l’Ordre Nouveau qui, contre toutes attentes, ont réussi à survivre au processus de libéralisation. L’un des plus énigmatiques de ces personnages est sans conteste le gouverneur de Djakarta, l’ex-major-général Sutiyoso. Nommé par Suharto, défendu pour d’obscures raisons par Megawati Sukarnoputri, condisciple militaire du président Susilo Bambang Yudhoyono qui l’a maintenu dans ses fonctions, Sutiyoso est parvenu à bâtir, en près d’une décennie de règne sur la municipalité de la capitale, un puissant système de pouvoir. Ses soutiens sont hétérogènes : il a pu compter tour à tour sur ses réseaux au sein de l’armée, sur les salles d’arts martiaux contrôlées par les barons de la communauté *betawi* et sur des milices islamistes violentes. Mais son répertoire de légitimité a en revanche peu varié : il s’est en effet toujours présenté comme le champion de la « guerre contre le vice ». Or, cette antienne est rien moins qu’étonnante quand on sait la manière proprement criminelle dont son principal allié en 1998-2000, le Front des défenseurs de l’islam, s’est attelé à la tâche de détruire les « lieux de péché ». En étudiant les liens de Sutiyoso avec de véritables entrepreneurs de violence urbaine, et en mettant au jour certaines des collusions entre son administration et le monde du crime djakartanais, il devient possible de comprendre que le thème de la lutte contre l’immoralité a surtout été brandi par ceux-là mêmes qui se faisaient de la légalité une idée très élastique. Et de pointer, ce faisant, la permanence, au cœur même du nouveau système politique, de pratiques de pouvoir occultes adossées à l’existence de groupes criminels d’autant plus tolérés qu’ils sont utiles politiquement.

La carrière militaire de Sutiyoso

Sutiyoso est né à Semarang, sur la côte nord de Java, en décembre 1944. Il sort diplômé de l’Académie militaire (Akamil) en 1968. Au sein de sa promotion, il a pour condisciple Susilo Bambang Yudhoyono, actuel président de la République (élu en octobre 2004). Sutiyoso et Yudhoyono appartiennent à la première génération de cadres de l’armée formés après la prise violente du pouvoir d’Etat par Suharto en 1965-1966. Les académies militaires ont alors pour objectif de propager la version officielle de la naissance du régime de l’Ordre Nouveau, dont les dirigeants affirment avoir sauvé la nation d’une tentative de coup d’Etat menée par le Parti communiste indonésien. Une idée-phare est au principe du bréviaire nationaliste qu’annoncent les cadets de l’Akamil : l’Etat-nation doit être sans cesse protégé de ses « ennemis intérieurs », et pour cela l’armée doit rester présente à tous les niveaux de la vie sociale et économique du pays. C’est la théorie dite de la « double fonction » (*dwifungsi*) des forces armées, qui justifie

l'enkystement des colonels dans les conseils d'administration des entreprises publiques et la restriction des activités politiques¹. A compter de 1974 et des lois de « simplification » du paysage politique, seuls trois partis ont le droit de concourir aux scrutins quinquennaux, que remporte inéluctablement le parti de gouvernement (Golkar²) avec plus de 70 % des suffrages. C'est aussi au début des années 1970 que Suharto réforme les structures de commandement de l'armée de terre, donnant des pouvoirs exorbitants aux unités d'élite qui ont à charge de traquer et d'éliminer les « ennemis de la nation ».

C'est durant ces années de genèse du système de l'Ordre Nouveau que Sutiyoso connaît son baptême du feu. En 1969, il participe à une campagne dite de « restauration de l'ordre » dans la province de Kalimantan (Bornéo), l'*Operasi PGRS-Paraku*. En 1975, il se retrouve à nouveau en première ligne lors des Opérations *Flamboyan* et *Seroja*. Derrière ces suaves noms de code se cachent les cruelles campagnes d'annexion du Timor Est, qui coûtèrent la vie à près d'un quart de la population locale. Rafles, incendies de village, exécutions de masse, tortures. A 30 ans à peine, Sutiyoso est déjà un soldat modèle du régime martial de Suharto. Aux côtés de Yunus Yosfiah³ et de Sjafrie Sjamudin, il acquiert ses premières décorations dans la fournaise du « Tintim » (acronyme de Timor Timur, le Timor Est). En 1978, il affronte pour la troisième fois les périls de la « guerre anti-séparatiste » : il est en effet de l'Opération *Aceh Merdeka* qui vise à l'éradication du mouvement indépendantiste acehnais créé en 1976 par Hassan Di Tiro⁴. C'est l'époque où l'Ordre Nouveau, qui s'est consolidé, entend faire table rase de tous ceux qui contestent son ambition hégémonique. Les provinces périphériques, où s'expriment de plus en plus les mécontentements ouvriers ou « ethniques », sont mises en coupe réglée par les unités d'élite de l'armée (bérets verts du Kostrad, bérets rouges des Kopassus et fusiliers-marins). En 1991-1992, Sutiyoso devient « assistant d'opérations » (Asops) au QG du Commandement de la réserve stratégique de l'armée de terre (Kostrad), l'un des hauts-lieux de la planification de la répression de la dissidence politique sous l'Ordre Nouveau. En 1992, il est nommé assistant principal (Adan) du commandant-en-chef des Forces spéciales de l'armée de terre (Kopassus).

Cette position est la preuve de son appartenance au premier cercle du général Suharto⁵. Seuls les hommes de confiance du président pouvaient en effet accéder à la direction opérationnelle du corps d'élite des Kopassus, spécialisé dans la « lutte anti-séparatiste » et « anti-terroriste ». Que ce soit à Aceh, au Timor ou sur les hauts-plateaux de la Papouasie, les Kopassus se sont

¹ Pour une présentation de la théorie de la *dwifungsi*, de ses inventeurs et de ses modalités de mise en application dans les années 1970 et 1980, consulter David Jenkins, *Suharto and His Generals : Indonesian Military Politics, 1975-1983*, Ithaca, Cornell University Press, 1984.

² Golkar est l'acronyme de *golongan karya* : « groupes fonctionnels ». Parti pro-gouvernemental auquel tous les fonctionnaires étaient obligés d'adhérer, le Golkar était le centre névralgique d'un vaste système corporatiste (sur ce point, consulter la synthèse de David Reeve, *Golkar of Indonesia, An Alternative to the Party System*, Ithaca, Cornell University Press, 1985).

³ Né dans le sud de Sulawesi en 1944, Yunus Yosfiah sort diplômé de l'Académie militaire en 1965. Il prend part à l'Opération *PGRS-Paraku* à Kalimantan aux côtés de Sutiyoso et de Hendropriyono (devenu directeur de l'Agence nationale de renseignement (BIN) sous la présidence de Megawati Sukarnoputri). Il combat au Timor Est en 1975-1977. Membre du Groupe 3 des Kopassus, il est impliqué dans « l'affaire de Balibo » (l'assassinat de 5 journalistes étrangers le 16 octobre 1975). Il devient en 1985-1987 commandant-en-chef du Korem 164 qui supervise le Timor Est. En 1998, il est nommé ministre de l'Information dans le gouvernement de B. J. Habibie (« Letjend (pur.) Muhammad Yunus Yosfiah : dari Balibo Five hingga sekjend partai », répertoire de biographies du magazine *Tempo* actualisé en avril 2004).

⁴ C'est d'ailleurs à l'issue de cette campagne répressive de 1978 qu'Hassan Di Tiro dut quitter l'Indonésie, qu'il avait regagnée clandestinement en 1976.

⁵ Pour reconstituer la carrière militaire de Sutiyoso, nous nous sommes appuyés, outre sur les données contenues dans son CV officiel, disponible sur le site de la municipalité de la capitale (www.jakarta.go.id), sur les sources suivantes : « Gubernur DKI pimpin PBSI », *Ensiklopedi Tokoh Indonesia*, Djakarta, s. e., 2004, et « Gubernur DKI Jakarta Sutiyoso », *Tempo Interaktif*, 19 mars 2004.

signalés, tout au long de leur histoire, par une rare cruauté. Disposant d'une autonomie quasi totale au sein des forces armées, puisque ne prenant d'ordres que de leur commandant d'unité au mépris du Mabes AD (quartier-général de l'armée de terre), ils ont été les véritables chiens de guerre du régime suhartien, patronnant la création d'un réseau clandestin de renseignement politique pratiquant le noyautage des centrales syndicales et des partis d'opposition⁶. En 1996, Prabowo Subianto, le gendre de Suharto, en prend le commandement. Prabowo s'est distingué tout au long de sa carrière comme l'un des meilleurs soldats de sa génération. C'est un homme sans scrupules et sans remords. Comme tous les jeunes lieutenants-colonels des années 1980, il participe aux campagnes du Timtim, puis apprend l'art de la « contre-guerilla » aux Etats-Unis, à Fort Bragg et Fort Benning, avant de rejoindre les pires bataillons de combat du Kostrad puis le Groupe 3 des Kopassus⁷. Sous sa direction, les Kopassus, qui tendent alors à se rapprocher des mouvances islamistes radicales, acquièrent une puissance sans égale au sein de l'armée de terre. En 1998, l'une des principales revendications des hérauts du mouvement *pro-demokrasi* était la dissolution des Kopassus, accusés d'avoir orchestré l'enlèvement et la torture d'une quinzaine de dissidents syndicaux et de meneurs étudiants. Mais en dépit de la mise à l'écart de Prabowo Subianto (ennemi personnel du général Wiranto devenu ministre de la Défense⁸), les Kopassus sont parvenus à préserver leur emprise sur certains des grands commandements régionaux ainsi que sur le réseau des « assistants de renseignement » (*asintel*) qui continuent à surveiller étroitement les mouvements politiques jugés trop remuants. Au sein de l'armée, être passé par les détachements des Kopassus au Timtim ou dans l'enfer des jungles d'Aceh est une immense source de prestige. C'est aussi, dans les années 1980, un moyen d'ascension rapide au sein de la hiérarchie des commandements opérationnels : les lieutenants-colonels des Kopassus accèdent en moyenne 5 à 10 ans avant leurs camarades des unités régulières au poste convoité de Danrem (commandant-en-chef d'un Korem : un commandement de *resort militer*, soit en règle générale l'une des 27 provinces de l'archipel)⁹.

⁶ Les Kopassus sont les descendants en ligne directe des régiments d'élite de la Division Siliwangi qui ont été le fer de lance de la lutte contre le mouvement rebelle du Darul Islam à Java Ouest dans les années 1950. Ils ont été dotés de leur nom actuel en 1986. Ils étaient composés, dans les années 1990, de trois « groupes » d'intervention et d'un « détachement anti-terreur ». Ils ont notamment pris part à l'Opération Komodo d'annexion du Timor Est en 1975-1976, aux campagnes contre le Mouvement Aceh Libre en 1976-1978 puis 1989-1992, et aux opérations anti-séparatistes en Papua Barat en 1995-1996. Pour une histoire malheureusement outrancièrement apologétique des Kopassus, lire Ken Conboy, *Kopassus. Inside Indonesia's Special Forces*, Djakarta, Equinox, 2003.

⁷ Prabowo Subianto est né en 1951 à Djakarta. Fils d'un économiste dissident du régime de Sukarno, il fait ses études à l'étranger (Singapour, Kuala Lumpur, Hong-Kong etc). Il sort diplômé de l'Académie militaire en 1974, et rejoint aussitôt la terrible Equipe Nanggala X des Kopassandha, ancêtre des Kopassus, au Timor Est. En 1983, il épouse Titiek, l'une des filles de Suharto, et prend la direction d'un bataillon du Détachement 81 des Kopassus au Timtim. Il passe ensuite huit ans dans les bataillons de combat du Kostrad, prenant part aux campagnes du Timor et d'Aceh, où il se signale par la création des centres de torture durant l'Opération *Rencong* (1989-1992). En 1993, il prend la tête du Groupe 3 des Kopassus, puis devient commandant-en-chef adjoint de cette unité en 1994. Deux ans après, il devient commandant-en-chef des Kopassus. Mis en cause dans plusieurs scandales de violation des droits de l'homme, il est déchargé de toutes ses fonctions et quitte l'armée en août 1998. Il gagne la Jordanie, où il crée plusieurs sociétés commerciales. Depuis lors, il dirige plusieurs fondations et compagnies et continue à fréquenter les cercles dirigeants du Golkar.

⁸ Sur les raisons et les modalités exactes de la mise à l'écart de Prabowo Subianto par Wiranto à compter de mai 1998, consulter « Current date on the Indonesian military elite, January 1, 1998-January 31, 1999 », *Indonesia*, n° 67, avril 1999, pp. 138-140.

⁹ La structure « territoriale » de l'armée de terre correspond à un emboîtement de juridictions militaires de taille croissante, qui recourent les divisions administratives civiles du territoire : le Koramil (commandement de rayon militaire équivalant à un sous-district), le Kodim (commandement de district militaire équivalant à une régence), le Korem (commandement de *resort* militaire équivalant à une province), le Kodam (commandement de région militaire équivalant à 2 ou 3 provinces). Les commandants de ces juridictions sont désignés par les acronymes suivants : Danramil, Dandim, Danrem, Pangdam.

En 1993, Sutiyooso devient commandant du Korem 061 de Bogor (banlieue de Djakarta et siège du Palais présidentiel). Preuve de sa popularité au sein de l'armée, il est désigné un an plus tard « meilleur commandant de *resort* militaire » du pays par ses pairs. En mars 1994, il est promu chef d'état-major (*kepala staf*) du commandement militaire du Grand Djakarta (Kodam Jaya¹⁰). En avril 1996, il en devient le commandant-en-chef, accédant au poste prestigieux de Pangdam Jaya. Le voilà alors qui règne sur la hiérarchie militaire de la capitale. Ce moment précis de sa carrière est crucial pour comprendre les enjeux politiques souterrains de sa nomination au poste de gouverneur par Suharto en octobre 1997. Car un événement dramatique, appelé à occuper une place centrale dans le martyrologe de la *reformasi*, restera toujours associé à son passage à la tête du Kodam Jaya. Le 27 juillet 1996, les commandos de l'armée de terre, couverts par des tireurs d'élite, donnent l'assaut au bâtiment dans lequel se sont retranchés les militants restés fidèles à la présidente du Parti démocratique indonésien (PDI), Megawati Sukarnoputri, qui est alors la principale opposante politique du pays. Lors du congrès de Medan du PDI quelques semaines auparavant, Megawati a été chassée de la direction du parti par une faction manipulée en sous-main par le BAIS (les services de renseignement militaires). Le QG du PDI à Djakarta s'est transformé en forum *pro-demokrasi*, attirant rapidement l'attention des médias nationaux. Suharto décide alors d'employer la manière forte pour réduire la dissidence. L'opération, d'une extrême violence, fait plusieurs dizaines de morts et une centaine de « disparus »¹¹. Dans un communiqué publié sur son site Internet en mars 2000, le PDI-P (nouveau nom du PDI) met en cause très explicitement Sutiyooso pour son rôle-clef dans la « tragédie du 27 juillet » : son nom figure en 9^{ème} position dans la longue liste de hauts-gradés suspectés d'avoir ordonné l'assaut, à la suite de ceux de Suharto et des principaux généraux de l'armée (Hartono, Feisal Tanjung, Syarwan Hamid)¹². L'écrasement de la poche de rébellion du PDI est considérée sur le moment comme un succès par les stratèges de l'Ordre Nouveau. C'est donc en récompense de ses bons et loyaux services que Sutiyooso est nommé gouverneur de la capitale un an après le drame, par décret présidentiel.

Au sein de l'armée, Sutiyooso pouvait compter tout particulièrement sur le soutien sans faille de Sjafrie Sjamsudin. Appartenant à la même génération que Sutiyooso, Sjamsudin (né en 1952) a été l'un des personnages-clefs des Kopassus à la fin des années 1970 et dans les années 1980 : ayant pris part aux campagnes les plus dangereuses au Timor en 1975-1977, il était alors l'un des compagnons d'armes de Prabowo Subianto¹³. Diplômé de l'Académie des forces armées en 1974, Sjamsudin a été l'un des agents de renseignement du Groupe 1 des Kopassus en 1980-1981, avant de devenir commandant-en-chef adjoint d'un détachement opérationnel puis d'un bataillon de ce même groupe entre 1982 et 1989. De 1991 à 1993, il est l'adjoint de Sutiyooso au « département opérations » des Kopassus. De 1993 à 1995, il devient commandant de l'une des unités de la garde présidentielle. En 1996-1997, il exerce les fonctions de *kepala staf* (chef d'état-major) du Kodam Jaya : il est à ce titre le bras droit de Sutiyooso. Il succède d'ailleurs à ce dernier à la tête du Kodam Jaya en 1997. Sutiyooso s'est dit publiquement « fier et satisfait » de la promotion de Sjafrie, rappelant qu'il avait toujours entretenu avec celui-ci « une relation comme celle qui lie un frère aîné à son frère cadet » (*hubungan kami sudah seperti kakak-adik*

¹⁰ Acronyme de *Komando Daerah Militer Jakarta Raya*.

¹¹ C'est sur ce mystère du pardon accordé par Megawati à ses anciens ennemis en uniforme que s'interroge avec une ironie mordante Benny Butarbutar dans *Permainan Jenderal Kalajengking Menjelang Lahirnya Reformasi*, Djakarta, Fondation Ridma, 2003.

¹² « Kasus 27 juli 1996 », Komunitas Informasi Terbuka, mars 2000, www.megaforpresident.org.

¹³ Sjafrie et Prabowo ont participé conjointement à l'*Operasi Bravo*. En 1991, Sjafrie était en charge du Centre de détention et d'interrogatoires des Kopassus à Dili (Timor Est). Il est toujours considéré comme un héros par les jeunes lieutenants-colonels des détachements opérationnels des Kopassus (entretien avec des officiers du Groupe 81 des Kopassus, Djakarta, mars 2000).

saja)¹⁴. C'est donc grâce à l'accession de son « petit frère » Sjafrie à la tête du Kodam Jaya que Sutiyoso a préservé, par delà son départ de l'armée en 1997, de puissants réseaux d'influence au sein de celle-ci¹⁵.

Ce que Sutiyoso a retiré de sa longue et brillante carrière au sein de l'armée de terre à l'époque de Suharto, ce sont à la fois des ressources de patronage – des réseaux d'amitié et de solidarité au sein des forces armées – et une vision spécifique du *management* urbain. Pour le gouverneur de la capitale, la possibilité d'en appeler directement à certains de ses anciens subordonnés du Kodam Jaya ou des Kopassus demeure une ressource politique qu'il n'hésite pas à activer en période de crise. Ainsi, la tenue en février 2003, à l'initiative du général Ryamirzad Ryacudu, d'une « réunion de l'ombre » (*rapat gelap*) entre plusieurs « ex-généraux » (*pujawan*) a donné lieu, dans la presse, à d'inquiétantes rumeurs de coup d'Etat¹⁶. Étaient présents autour de la table, outre Sutiyoso, tous les « grands noms » des années de plomb : Hartono, Fachrul Razi, Hari Sabarno, S. B. Yudhoyono, Wiranto (ex-ministre de la Défense) et Prabowo Subianto (ex-commandant des Kopassus). La publicisation de ce type de rencontre « clandestine » entre les hommes forts de l'armée contribue (et c'est bien là l'effet recherché) à enraceriner l'idée, parmi l'opinion publique, que le destin du pays se joue en coulisses et que le vrai pouvoir appartient encore et toujours aux militaires. L'histoire démontre que Sutiyoso est toujours resté proche de ses anciens compagnons d'armes du Timor, qui sont sortis de l'Académie militaire entre 1965 et 1968 et qui ont comme lui connu l'épreuve du feu dans la province rebelle dans les années 1970 et 1980 : Yunus Yosfiah, S. B. Yudhoyono, Sjafrie Sjamsudin, Hendropriyono (directeur de l'Agence nationale de renseignement sous Megawati Sukarnoputri). Une solidarité d'armes nouée sur le champ de bataille s'est ainsi transformée, à compter de 1998, en un réseau occulte de soutien et de patronage offrant un accès direct au Palais présidentiel. Au plan idéologique, c'est-à-dire au niveau tout aussi inquiétant de sa conception de la gestion d'un espace urbain, Sutiyoso, pur produit des académies militaires de l'Ordre Nouveau, défend depuis son entrée en fonctions une « approche sécuritaire » axée sur l'inculcation aux habitants d'une très stricte « discipline »¹⁷. La terminologie est celle-là même que les théoriciens du système répressif de l'Ordre Nouveau (notamment Ali Murtopo) avaient élaborée lorsqu'ils avaient mis au point les principes d'une lutte de « contre-guerilla » permanente.

Les liens de Sutiyoso avec le monde criminel

Nommé gouverneur de la capitale par Suharto, Sutiyoso a donc survécu à plusieurs vagues de changement politique. Il a connu quatre présidents et surmonté des dizaines de scandales. À l'heure où les principaux partis politiques ne cessent de réclamer le départ des militaires des assemblées élues, l'ancien gradé règne sans partage sur Djakarta. Les raisons de cette longévité

¹⁴ « Sutiyoso : Sjafrie bagai adik sendiri », *Media Jakarta*, 15 septembre 1997. L'usage du langage de la parenté pour exprimer une relation de patronage était très fréquent au sein de l'armée.

¹⁵ En septembre 1999, Sjafrie Sjamsudin a pris part, sous les ordres du redoutable Zacky Anwar, aux opérations anti-indépendantistes au Timor Est (après la tenue du référendum d'auto-détermination). Il est pour cela accusé de crimes de guerre par de nombreuses ONG. Son nom figurait sur un document confidentiel de l'UNTAET listant les principaux responsables des violences alors perpétrées. Consulter sur ce point « The bloody career of major-general Sjafrie Sjamsudin », TAPOL, 19 février 2002. TAPOL, acronyme de *tahan politik* (prisonnier politique), est une organisation de défense des droits de l'homme en Indonésie, basée à Londres, qui a longtemps soutenu la cause indépendantiste timoraise.

¹⁶ « Ada apa dengan tentara ? », *Sinar Harapan*, 4 mars 2003.

¹⁷ Discours d'investiture de Sutiyoso, reproduit dans « Mendagri lantik Sutiyoso jadi gubernur DKI Jakarta : percuma disiplinkan masyarakat kalau aparat tidak disiplin dulu », *Surabaya Post*, 6 octobre 1997.

politique pourraient être à chercher, outre dans les soutiens dont il dispose au sein de l'armée, du côté des services qu'il a officieusement rendus aux thuriféraires de la *reformasi*. Ainsi, en 2002, Sutiyoso a été accusé par la rumeur d'avoir servi d'intermédiaire dans un transfert de fonds occulte entre des barons du crime et le mari de la présidente Megawati Sukarnoputri – le sulfureux *businessman* Taufik Kiemas¹⁸. L'argent aurait notamment renfloué les caisses du Parti démocratique indonésien-Combat (PDI-P), en un temps où l'affrontement interne entre la faction d'Arifin Panigoro et celle de Taufik Kiemas se traduisait, achat de soutiens oblige, par l'amenuisement rapide des liquidités du parti. La rumeur veut encore que ce soit en échange de cette prestation que la présidente ait publiquement accordé son plein soutien à Sutiyoso lors de l'annonce de sa candidature à sa réélection au poste de gouverneur pour un nouveau mandat de cinq ans¹⁹. S'il n'est pas possible de confirmer la réalité de cette transaction occulte, il est en revanche facile de montrer que Taufik Kiemas et Sutiyoso ont à plusieurs reprises pris langue avec l'un des propriétaires supposés des casinos clandestins de la capitale : le richissime *tycoon* Tomy Winata, l'homme qui aurait « avancé » plusieurs centaines de milliers d'Euros à Taufik. En avril 2002, Taufik a rencontré Winata sur l'île de Pantara Ouest en compagnie du régent du lieu, Abdul Kadir, vraisemblablement afin de discuter de l'implantation d'un casino sur l'îlot, situé à quelques brasses de Djakarta et pour cette raison échappant aux législations anti-jeu en vigueur dans la ville²⁰. Pantara appartient, comme deux autres îlots de l'archipel des Seribu, à Tomy Winata – dont nous explorerons bientôt plus en détail la carrière.

La sortie publique de Megawati Sukarnoputri en faveur du candidat Sutiyoso était d'autant plus étonnante que ce dernier, comme nous l'avons noté, était et reste considéré par la majorité des militants du PDI-P comme leur ennemi historique, « l'assassin du 27 juillet ». Aussi les 30 élus du PDI-P au conseil municipal de la capitale désavouèrent-ils bruyamment cette manœuvre de basse politique, qui témoignait selon eux de l'emprise croissante d'une « politique de l'argent » (*uang politik*). Mais menacés par lettre d'être expulsés du parti s'ils ne suivaient pas la ligne de la présidente, ils se sont résolus à voter quasi unanimement la réélection de Sutiyoso²¹. Seul Tarmidi Suhardjo, le dirigeant de la faction, s'y est refusé, choisissant de se porter lui-même candidat en compagnie d'Abdillah Toha (l'un des principaux dirigeants du Parti du mandat national d'Amien Rais). Au final, grâce à 8 suffrages supplémentaires provenant du Golkar et 9 des représentants non-élus de l'armée et de la police, Sutiyoso l'a emporté par 47 voix sur 84²². Le soutien de Megawati à son ex-ennemi a eu pour conséquence de détourner du PDI-P tous les quartiers populaires de la capitale. Alors que le parti de la « mère du peuple » (*ibu rakyat*) y avait enregistré d'excellents scores aux législatives de juin 1999, il y a perdu plusieurs millions de voix lors du scrutin de 2004. Reste que Sutiyoso a, une fois encore, surmonté la tourmente.

Pour saisir la complexité de l'architecture politico-criminelle du système de pouvoir édifié par Sutiyoso, il faut également prêter attention au n° 2 du conseil municipal, le vice-gouverneur Fauzi Bowo. Ce dernier est issu d'une riche famille de la bourgeoisie *betawi* (« autochtone »)

¹⁸ Sur Taufik Kiemas, on se permet de renvoyer à Romain Bertrand, *Indonésie, la démocratie invisible. Violence, magie et politique à Java*, Paris, Karthala, 2002, pp. 219-220. Les rumeurs sur cette transaction occulte m'ont été rapportées par des journalistes, des diplomates et des députés du PDI-P et du PAN lors de l'un de mes séjours à Djakarta en 2002. Le nombre des personnes qui véhiculent une rumeur n'en valide bien sûr pas l'argument, mais il atteste du moins sa crédibilité, c'est-à-dire la puissance de son effet de véracité.

¹⁹ Conséquence du statut de « territoire spécial » de la capitale, l'élection du gouverneur de Djakarta est régie par voie d'ordonnance présidentielle. Les 84 conseillers municipaux sont élus au suffrage universel direct (scrutin de liste), puis élisent le gouverneur et le vice-gouverneur sur un « ticket » généralement bi-partisan.

²⁰ « Taufik Kiemas, Tomy Winata meet in Thousand Islands », *The Jakarta Post*, 18 avril 2002 ; « Bahas rencana lokalisasi judi : Kiemas diisukan bertemu Winata », *Suara Merdeka*, 20 avril 2002.

²¹ « Sutiyoso dan strategi Megawati », *Suara Merdeka*, 14 septembre 2002.

²² « Bizarre political chess behind Sutiyoso victory », *Laksamana.net*, 13 septembre 2002.

de Djakarta²³, et à ce titre lié aux groupes qui font pression pour que soit reconnu le « privilège ethnique » des *orang betawi*. Ceux-ci affirment être les héritiers des « premiers occupants indigènes » de la ville, autrement dit les descendants des habitants javanais du port de Jacatra qui fut conquis par la Compagnie des Indes Néerlandaises Orientales au début du 17^{ème} siècle puis devint, sous le nom de Batavia, la capitale de l'empire d'Insulinde²⁴. Depuis une vingtaine d'années, les *orang betawi* demandent à bénéficier d'un traitement préférentiel en matière d'allocation de terrains municipaux, de paiement des taxes commerciales et de construction de salles de sport et de maisons de la culture²⁵. Un « Forum de la solidarité *betawi* » (FKB) s'est créé à la fin des années 1990 pour soutenir ces revendications et aider à « la reconnaissance de l'importance de la culture *betawi* » : il est dirigé par Fadli El Muhir²⁶. Ce « Forum » fédère tout un réseau de clubs d'arts martiaux (*pencak silat*) qui sont en majorité liés à l'univers du crime organisé. Les « gros bras » du FKB se sont de fait signalés à plusieurs reprises par leur participation à des actions de racket ou d'intimidation musclées.

L'implication de la « communauté *betawi* » dans les guerres entre gangs criminels à Djakarta est devenue un *topos* des rubriques de faits divers des grands quotidiens nationaux. A compter de 2001, les affrontements violents entre des *preman* (voyous²⁷) madourais et *betawi* défraient la chronique. L'enjeu de ces rixes, qui laissent souvent plusieurs victimes sur le carreau, est en règle générale le contrôle d'emplacements commerciaux stratégiques sur les marchés couverts de la capitale²⁸. Ce contrôle est assuré par des *preman* du cru qui réclament aux marchands une « taxe de protection » (*uang pengamanan*)²⁹. Le marché de Kramatjati, au nord de Djakarta, est

²³ Fridus Steijlen, « Sutiyoso's re-election as governor of Jakarta », *Bijdragen tot de Taal, Land en Volkenkunde*, vol. 158, n° 3, pp. 516-517, complété par le CV officiel de Bowo accessible sur le site Internet de la municipalité de Djakarta. Né en 1948, Bowo a poursuivi des études à la faculté d'architecture de la capitale avant de séjourner longuement en Allemagne pour obtenir son doctorat. Après avoir entamé une carrière universitaire en Indonésie (1977-1984), il devient chef du département du Tourisme de l'administration municipale (1993-1998), puis enfin secrétaire général de la province de Djakarta en 2001.

²⁴ Pour une histoire de Djakarta, consulter Susan Abeyasekera, *Jakarta, A History*, Singapour, Oxford University Press, 1987. Nul ne sait vraiment si ceux qui se désignent comme *orang betawi* sont ou non les descendants en ligne directe des habitants de Jacatra. Ce qui est toutefois certain, c'est que cette revendication et la maîtrise d'un parler urbain spécifique, circonscrit à des aires précises d'habitation, les caractérisent prioritairement comme tels au yeux des migrants habitant la capitale. Les associations de la « communauté *betawi* » ont souvent développé un discours xénophobe à l'encontre des migrants (« Orang betawi penduduk asli atau pendatang ? », *Kompas*, 28 août 1999).

²⁵ « Orang betawi seperti etnik tanpa teritori », *Kompas*, 23 août 1999.

²⁶ Le *Forum Kesaudaraan Betawi* (FKB) utilise aussi la dénomination *Forum Betawi Rempug* (FBR) (« Forum de l'union *betawi* »).

²⁷ Le terme *preman* désigne à l'origine un officier de police qui n'est pas en service ou ses habits civils (*pakaian preman, baju preman*), avec le sens générique de « privé » et de « non-officiel ». Dans les années 1980 et 1990, le terme en vient cependant à qualifier surtout les mauvais garçons des rues, les caïds de quartier qui « tiennent » les stations de bus et les marchés. Plusieurs auteurs suggèrent qu'un second lignage étymologique est à prendre en considération pour expliquer ce basculement d'acception : la notion coloniale de *vrij man* (« homme libre »), qui désignait les journaliers agricoles disposant librement de leur force de travail par opposition aux coolies (voir sur ce point Loren Rytter, « Pemuda Pancasila : the last loyalist Free Men of Suharto's New Order », *Indonesia*, n° 66, octobre 1998, pp. 45-74, et Ong Hokam, « Hooligans : an age-old problem », *The Jakarta Post*, 18 janvier 1997). De fait, le terme *preman* n'est seulement négativement connoté : dans les parlars de rue, il recouvre aussi l'apologie d'une liberté sauvage exercée dans les interstices du contrôle étatique. Le *preman* est également perçu comme le « débrouillard » : celui qui fait jouer sa ruse pour esquiver la loi (Ruddy Agusyanto, « Preman adalah profesi », *Gatra*, n° 25, mars 1995, p. 20).

²⁸ « Kasus Pasar Kebayoran Lama tidak akan menjadi Sampit kedua », *Tempo Interaktif*, 27 mars 2001. Pour une étude ethnographique de ces guerres de territoire entre gangs criminels sur les marchés, consulter Jérôme Tadié, « The hidden territories of Jakarta », dans P. J. Nas (ed.), *The Indonesian Town Revisited*, Munster et Singapour, Lit Verlag et ISEAS, 2002, pp. 402-423.

²⁹ Pour un aperçu très précis du fonctionnement de ce système de racket, consulter « Pemalak dibakar di Tasik », *Pikiran Rakyat*, 23 janvier 2002.

par exemple devenu un juteux territoire de prédation que se disputent à coups d'armes blanches deux bandes rivales : l'une, madouraise, est dirigée par Matdasir ; l'autre, *betawi*, est contrôlée par un *preman* nommé Heri³⁰. Près du centre-ville, dans les quartiers chauds de Menteng, c'est le monopole des « taxes de parking » perçues à la sauvette qui déclenche, en février 2005, une bagarre générale. D'après les témoins, le combat implique plus d'une cinquantaine de membres du « Front de la solidarité *betawi* » venus prêter main forte au *preman* Ucok, un caïd du coin³¹. Les « tatoués » du FKB sont fréquemment mêlés à ces rixes nocturnes, qui visent à signifier la maîtrise tant politique que criminelle d'un territoire urbain. Mais ils entretiennent en outre une relation équivoque avec les milieux affairistes de la capitale. Une étrange affaire en témoigne.

En mars 2002, El Muhr, le dirigeant du FKB, a publiquement affirmé vouloir s'en prendre physiquement à Wardah Hafidz, la responsable de l'ONG *Konsortium Kemiskinan Kota* (UPC) qui dénonçait depuis plusieurs mois la collusion entre le cabinet du gouverneur et des hommes d'affaires liés au crime organisé³². Selon Wardah, Sutiyoso aurait reçu d'importants pots-de-evin de la part d'entrepreneurs immobiliers qui recyclent l'argent sale des grands proxénètes de la capitale, afin de leur délivrer des permis de construire dans des zones normalement dévolues à la construction de logements pour les plus démunis³³. Le nom de Tomy Winata était alors sur toutes les lèvres. Au moyen d'une volée de communiqués de presse largement diffusés, l'UPC avait mis en cause nominalement le gouverneur et plusieurs de ses assistants. L'intervention du « Forum de la solidarité *betawi* » à l'encontre de l'équipe de Wardah Hafidz s'est traduite par le caillassage des locaux de l'UPC et le passage à tabac de plusieurs de ses membres. Or, l'on comprendrait mal la raison du courroux du FKB contre cette ONG si l'on n'émettait d'abord l'hypothèse d'un lien – politique et financier – entre Sutiyoso, les milieux interlopes des salles d'arts martiaux *betawi* et les grands voyous djakartanais. Le fait que le vice-gouverneur Fauzi Bowo se présente sans cesse comme le garant des intérêts de la « communauté *betawi* » et qu'il inaugure les salles de *pencak silat* du FKB aux côtés de ses dirigeants, tend à confirmer cette hypothèse. Les liens de Sutiyoso avec le monde des *preman* de la capitale s'effectueraient ainsi pour partie par le truchement des contacts qu'il maintient, pour d'évidentes raisons électorales, avec la « communauté *betawi* ».

Ces liens ont aussi une tonalité proprement partisane, puisque El Muhr, le président du FKB, est également le secrétaire général de la branche djakartanaise du PDI-P et l'un des conseillers spéciaux de Megawati Sukarnoputri (statut qui lui assurait en 2001-2004, sous la présidence de cette dernière, un accès direct aux hautes sphères de l'Etat). D'après la rumeur des bidonvilles, c'est grâce à l'entregent d'El Muhr dans les milieux interlopes des quartiers miséreux du nord et de l'ouest de la capitale que le PDI-P a pu s'assurer d'un vote massif des petites gens en sa faveur lors du scrutin législatif de juin 1999³⁴. On voit ici se dessiner un étrange système de pouvoir associant les ennemis d'hier (le PDI-P et Sutiyoso) à leur commun allié criminel (le FKB et ses « tatoués », en majorité issus des salles de *pencak silat*). L'importance des lieux de pratique du *pencak silat* dans cette architecture semi-criminelle du pouvoir municipal n'est pas en soi étonnante. Dès lors que l'exercice de la violence devient métier, il implique l'acquisition de compétences spécifiques de combat et de mise en péril de soi, aussi les auxiliaires violents

³⁰ « Beginilah kalau Rakyat Lapar : peta kerusuhan di ibukota dan sekitarnya », *Kontan*, n° 23 / 4, 11 mars 2002.

³¹ « Dua kelompok preman bentrok di kawasan Menteng », *Republika*, 3 février 2005.

³² « NGOs accuse Sutiyoso of rent-a-thug methods », *The Jakarta Post*, 23 mars 2002.

³³ « Urgent appeal : A Jakarta militia attacked the Urban Poor Group », *Konsortium Kemiskinan Kota*, Djakarta, 28 mars 2002. 400 membres du FKB ont pris d'assaut un défilé organisé par l'UPC le 28 mars 2002 devant les locaux de la Commission nationale des droits de l'homme. L'UPC souhaitait contraindre la Commission à exiger que la municipalité « cesse ses actions à l'encontre des pauvres ».

³⁴ Entretien avec l'imam d'une mosquée du bidonville de la Ciliwung, Djakarta, février 1999.

du pouvoir politique se recrutent-ils fréquemment parmi les praticiens de sports d'altercation³⁵. Les écoles d'arts martiaux javanais ont souvent été l'un des creusets privilégiés de la formation des grands gangs criminels urbains sous l'Ordre Nouveau³⁶. Le *pencak silat* n'est pas considéré seulement comme un sport. C'est un ensemble de techniques de soi qui appartient à la rubrique du *kanuragan* : une forme de savoir mystique ésotérique permettant d'acquérir des pouvoirs exceptionnels comme l'art de résister à la douleur ou d'éviter les balles³⁷. Parce qu'ils insistent sur leur « javanité » afin de se différencier des immigrants des Iles Périphériques ou des sino-indonésiens, les *orang betawi* ont très massivement investi le domaine djakartanais du *pencak silat* : le FKB n'avait donc plus qu'à puiser dans un vivier de jeunes hommes formés au combat de rue pour constituer ses milices de choc.

Les liens de Sutiyoso avec le monde du crime organisé ne s'arrêtent cependant pas à l'alliance tactique nouée avec le FKB. Le *deal* passé en 2002 entre le gouverneur de Djakarta et le mari de Megawati, Taufik Kiemas, aurait en effet été conclu par l'entremise d'une figure notoire de la pègre indonésienne : Tomy Winata. Président du consortium Artha Graha qui gère la banque du même nom et plusieurs hôtels de luxe, Tomy Winata, né dans la province de Kalimantan, est d'origine sino-indonésienne. Il est devenu dans les années 1980 l'un des grands opérateurs immobiliers de la capitale. D'après les médias, il devrait l'essentiel de sa fortune aux contrats passés avec la Fondation Eka Paksi de l'armée de terre, et à ce titre maintiendrait d'excellentes relations avec plusieurs généraux³⁸. L'on sait de fait que Winata fait partie du cercle mondain de Susilo Bambang Yudhoyono, ex-compagnon d'armes de Sutiyoso et de Sjafrie Sjamsudin et actuel président de la République³⁹. En mars 2003, dans un article qui leur a valu de devenir la cible d'une bande de 200 voyous venus saccager les locaux du magazine⁴⁰, des journalistes de *Tempo* ont affirmé que Tomy Winata avait bénéficié de la part de la municipalité, au tout début de l'année, d'un contrat de 53 milliards de roupies (6 millions d'Euros) visant à la rénovation d'un marché couvert du quartier de Tanah Abang. Or, quelques semaines plus tard, un incendie d'origine indéterminée ravageait le marché, détruisant plus de 5500 stands et facilitant d'autant le travail de rénovation⁴¹. Tomy Winata est en outre régulièrement accusé par les ONG et la presse de gérer en sous-main plusieurs casinos clandestins de Djakarta grâce à la protection de l'armée et du gouverneur. L'intéressé s'est défendu de l'ensemble de ces accusations⁴², mais il reste perçu par nombre d'analystes comme le *raja judi* (« roi du jeu ») de la capitale.

³⁵ On pense ici aux « maisons de force » (*zur-khâneh*) iraniennes, où se pratique la lutte traditionnelle et qui ont souvent servi de bassins de recrutement aux mouvements politiques en quête de « gros bras » (Fariba Adelkah, *Etre moderne en Iran*, Paris, Karthala, 1998, p. 57).

³⁶ Consulter sur ce point Joshua Barker, « Surveillance and territoriality in Bandung », dans Vicente Rafael (ed.), *Figures of Criminality in Indonesia, the Philippines and Colonial Vietnam*, Ithaca, Cornell University Press, 1999, pp. 95-127. Le port de tatouages (*otat*), la maîtrise d'un argot spécifique et la pratique du *pencak silat* sont les attributs par excellence du *preman* (le voyou de quartier). Pour un aperçu de la richesse sémantique de l'argot des *preman*, le *bahasa prokem*, consulter Raisha Amien, *Kamus lengkap Preman-Indonesia, Indonesia-Preman*, Djakarta, Pustaka Bintang, 1988.

³⁷ Pour plus de précisions, se reporter à Jean-Marc De Grave, *Initiation rituelle et arts martiaux. Trois écoles de kanuragan javanais*, Paris, L'Harmattan, Cahier d'Archipel n° 33, 2001.

³⁸ « Tomy Winata gets tough », *Laksamana.net*, 8 mars 2003.

³⁹ Des rumeurs émanant du PDI-P couraient en juillet 2004 sur la nomination de Winata à un poste de secrétaire d'Etat par Yudhoyono en cas de victoire présidentielle de ce dernier (rumeurs commentées dans « Yudhoyono's military links », *Laksamana.net*, 20 juillet 2004).

⁴⁰ L'affaire a immédiatement fait l'objet d'un dépôt de plainte mais la cour a *in fine* débouté le plaignant, *id est* le rédacteur-en-chef de *Tempo* Bambang Harymurti. Le juge a en revanche accepté d'instruire une plainte de Tomy Winata pour « diffamation » (« Journalists face jail over Tomy report », *Laksamana.net*, 27 juillet 2004). Ceci a provoqué l'indignation de l'Association indonésienne des journalistes (Asosiasi Wartawan Muslim Indonesia, *Malpraktek pers Indonesia : dari somasi B.J. Habibie ke tuntutan Tomy Winata*, Djakarta, Satya Darma, 2003).

⁴¹ « Ada Tomy di Tenabang ? », *Tempo*, 4 mars 2003.

⁴² « Gue dikatain Raja Jelek. Wawancara dengan Tomy Winata », *Gatra*, n° 18, 17 mars 2003.

La haine des gens des bidonvilles à l'encontre de Sutiyoso est en outre la conséquence directe de la façon autoritaire dont le gouverneur de Djakarta a tenté de « résorber » un certain nombre de problèmes urbains. On lui doit en particulier deux décisions destinées à « tranquilliser les citoyens » et à « améliorer la fonctionnalité des espaces publics » : un ban sur les cyclopoisses (*becak*) décidé en mai 1998 et l'ouverture, en octobre de la même année, d'une « guerre contre le jeu ». L'arrêté portant interdiction des activités des conducteurs de *becak* à l'intérieur de la capitale – dont la première version remonte à 1988 – a provoqué de fortes mobilisations. Une « Union des conducteurs de *becak* » s'est créée sous l'égide du *Konsortium Kemiskinan Kota*⁴³. Les *tukang becak* ont même négocié, durant la campagne électorale de mai-juin 1999, avec Alex Litaay, le secrétaire-adjoint du PDI-P. En échange de leurs voix et de celles des membres de leurs familles (environ 45 000 votes), le PDI-P leur a promis, une fois la victoire acquise, de lever le ban édicté par Sutiyoso⁴⁴. Mais jusqu'à présent, l'interdiction n'a pas été annulée par le conseil municipal, où le PDI-P dispose pourtant de plus d'un tiers des sièges (30 sur 84) et de possibilités d'alliance à coût politique nul sur cette question avec plusieurs petits partis. Sans que l'on puisse ici narrer plus avant l'histoire du mouvement des *tukang becak*, il est permis de noter que ce type de mobilisations témoigne du jeu complexe qui s'est engagé, à la faveur de la légalisation du multipartisme en 1999, entre les grandes formations politiques et divers groupes d'intérêt ou réseaux associatifs contrôlant des « banques de votes ».

La seconde décision controversée de Sutiyoso a connu un destin analogue, en ce que la guerre déclarée aux trafiquants de drogue et aux parieurs clandestins, si elle s'est bien traduite par de spectaculaires descentes de police dans les « quartiers chauds » de la capitale, n'a pas endigué l'essor de la consommation d'amphétamines, ni la recrudescence de lotteries illégales. Mais il convient de s'intéresser plus ici à un style d'action qu'à ses effets. Dans ce domaine, Sutiyoso, tout en maintenant le ton moralisateur propre au paternalisme autoritaire de l'Ordre Nouveau, a innové en élargissant le spectre des « acteurs » associés à la prise de décision publique. Il s'est notamment appuyé sur des groupuscules tels que le « Mouvement national anti-narcotiques » (*Granat*) fondé par l'avocat solonais Henry Yosodiningrat ou l'association « Le peuple contre les drogues » (*Geram*) dirigée par le richissime organisateur de concerts Sofyan Ali⁴⁵. Il a en outre bénéficié du soutien ponctuel des élus du Parti du mandat national (PAN) d'Amien Rais et du Parti de la justice et de l'unité (PKP) pour faire passer un arrêté sur la fermeture de deux bâtiments municipaux du quartier de Pluit transformés en salles de jeu par des fonctionnaires⁴⁶. En lançant une véritable croisade morale pour faire de Djakarta une « cité civilisée », Sutiyoso a ainsi reçu l'aval de nombreuses formations islamiques. Le « Front des défenseurs de l'islam » (FPI), un mouvement puritaniste proche du Conseil des oulémas (MUI), s'est déclaré « satisfait à 75 % » de la décision du gouverneur de clore les hauts-lieux de la vie nocturne djakartanaise, y compris les saunas et les salons de massage, durant le mois saint de Ramadhan⁴⁷. Sutiyoso a donc fait de sa capacité à bâtir des coalitions hétérogènes d'acteurs issus du monde associatif et des milices islamistes (afin de court-circuiter le conseil municipal) sa principale stratégie de

⁴³ L'histoire de la mobilisation politique des *tukang becak* est extraite d'une série d'entretiens effectués au siège du *Konsortium Kemiskinan Kota*, à Djakarta. Je remercie chaleureusement Wardah Hafidz pour m'avoir permis d'entrer en relation avec les dirigeants de la *Persatuan Tukang Becak Jayakarta*.

⁴⁴ Entretiens avec M. Suparno et B. Daryanto, membres de la *Persatuan Tukang Becak Jayakarta*, Djakarta, janvier 1999. Dans les années 1980 et 1990, des brigades spéciales dépendant du Commandement de la réserve stratégique de l'armée de terre (Kostrad) rackettaient régulièrement les conducteurs de *becak*, leur réclamant de l'argent en échange de la non-saisie de leur véhicule. Ces brigades étaient appelées Arhanud-Kostrad.

⁴⁵ « Governor Sutiyoso makes his mark on the capital », *The Jakarta Post*, 24 décembre 1999.

⁴⁶ « Sutiyoso orders war against gambling », *The Jakarta Post*, 28 octobre 1999, « No place for gambling here, says Sutiyoso », *The Jakarta Post*, 14 mars 2000.

⁴⁷ « FPI executives hail Sutiyoso for closing nightspots », *The Jakarta Post*, 18 décembre 1999.

survie politique. Mais qui sont plus précisément ces mouvements de « promotion de la vertu » avec lesquels il compose ?

L'entrée en lice du Front des défenseurs de l'islam

Le Front des défenseurs de l'islam (*Front Pembela Islam*) a été créé le 17 août 1998 par une poignée d'oulémas, pour partie issus du mouvement traditionaliste du Nahdlatul Ulama. Il est dirigé par Al-Habib Muhammad Rizieq Sihab. Rizieq, né à Java en 1965, a obtenu en 1984 une bourse de la puissante Conférence islamique internationale pour étudier à l'Université du Roi Saud à Riyadh. Il est revenu en Indonésie en 1990, puis est reparti passer un an à l'Université islamique internationale de Kuala Lumpur⁴⁸. De son exposition prolongée aux doctrines néo-puritaines, Rizieq a conservé une obsession du « pourchas du mal » qui se traduit par un zèle farouche à dénoncer et détruire tout ce que le Coran et les *ahadith* considèrent comme *haram* (explicitement prohibé). Dans son bureau, rue Ketapang Jakarta, un panneau de la World Health Organization porte l'inscription *smoking is forbidden* suivie de la mention manuscrite *merokok haram* (« fumer est *haram* »). Depuis sa création, en pleine effervescence politique consécutive à la légalisation du multipartisme, le FPI s'est érigé en protecteur sourcilieux de la morale islamique.

Débits de boissons alcoolisées, maisons de plaisir, salles de paris clandestins : nombreux sont les objets de la haine du FPI. Sa milice – la *Laskar FPI* (LFPI) – est devenue particulièrement active au lendemain des élections du 7 juin 1999, qui ont consacré la défaite des formations se réclamant de l'islamisme politique. Le 4 juillet, 500 de ses membres défilent devant le QG de la police anti-criminelle de Djakarta (Polda Metro Jaya) pour réclamer des actions répressives à l'encontre des « jeux de hasard » (*praktik perjudian*). Le porte-parole de la LFPI, Tubagus Abdurrahman Anwar, lie en effet l'essor de ces jeux à la diffusion croissante des « médias à caractère pornographique »⁴⁹. Le 7 novembre, 300 militants du FPI lancent un raid contre un hôtel de Pamekasan. Le Larangan Plaza est littéralement pris d'assaut : les militants cagoulés s'engouffrent dans les chambres, traquant sans pitié les prostituées afin de les molester. Au même moment, d'autres militants entament une « rafle anti-jeu » dans le quartier voisin du Pasar Keppo. Le chef de la section du FPI à Pamekasan, *Kiai Haji* Munif, explique qu'il s'agit « d'améliorer la moralité sociale de la manière la plus concrète qui soit (*perbaiki moralitas masyarakat dengan cara langkah kongkret*) »⁵⁰. Pamekasan devient dès lors le bastion du FPI, qui y organise le 30 novembre une marche protestataire de 5 000 militants : il est question de demander au conseil municipal et au conseil de régence de prendre des mesures contre le jeu, la prostitution et les « comportements choquants » dans les lieux publics. Cette longue marche doit être l'occasion d'envoyer un « signal moral » (*unjuk moral*) aux autorités et à l'*umat*⁵¹.

Le FPI et ses milices s'en prennent invariablement à ce que leurs leaders appellent les « lieux de péché » (*tempat maksiat*). Un délégué du FPI déclare, lors d'une rencontre avec des envoyés de la mairie de Djakarta : « nous, l'*umat* islamique, estimons qu'il nous est impossible de nous

⁴⁸ Al-Habib M. Rizieq, « Saling ancam terus, presidennya nanti preman », *Suara Hidayatullah*, août 1999. Pour la présentation des « doctrines » officielles du FPI, consulter Alip Purnomo et al., *FPI disalahpahami*, Djakarta, Mediatama, 2003. Pour une biographie des dirigeants du mouvement, voir Chaider Bamualim et al., *Laporan penelitian gerakan islam radikal kontemporer di Indonesia : Front Pembela Islam dan Laskar Jihad*, Djakarta, IAIN, 2001.

⁴⁹ « LFPI : tindak tegas judi dan pornografi », *Kompas*, 5 juillet 1999.

⁵⁰ « Rumah maksiat Larangan Plaza digerebek FPI », *Jawa Pos*, 8 novembre 1999.

⁵¹ « Kerahkan 5 000 anggota, FPI akan Long March ke DPRD », *Jawa Pos*, 30 novembre 1999.

recueillir afin de jeûner, conformément aux mandements de notre foi, tant qu'il existe, au cœur de la vie sociale, des lieux de péché »⁵². Les expéditions punitives organisées par le FPI sont pensées comme des opérations militaires visant à la reconquête d'un territoire social souillé par des mœurs corrompues. Le 13 décembre 1999, une trentaine de militants du FPI saisissent 1500 bouteilles de boissons alcoolisées dans l'entrepôt d'une boutique de Djakarta Sud pour contraindre son propriétaire à en cesser la commercialisation. Ils déposent le fruit de leur raid devant le poste de police local, au grand dam du lieutenant Nono Supriyono qui ne voit dans leur geste que « le germe de l'*anarki* »⁵³. Le FPI tente aussi, à l'occasion d'événements sociaux marquants, de faire pression en faveur d'une islamisation du droit criminel national. Ainsi, au lendemain d'une affaire de viol, une branche locale de l'organisation met en demeure l'*imam* Subandi d'obtenir des autorités de district l'autorisation de procéder à la lapidation (*rajam*) de l'auteur de l'agression. Selon le FPI, le sens de la justice, tel que reflété dans les prescriptions coraniques, doit en effet prendre le pas sur un « droit formel » (*hukum formal*) trop laxiste⁵⁴. La réislamisation de la société passe également par la censure des médias. En mai 2000, la chaîne privée satellitaire SCTV doit renoncer à diffuser le feuilleton *Esmeralda* (une *telenovela*) que le FPI juge truffé de scènes de sexe susceptibles de pervertir la jeunesse nationale⁵⁵.

Les actes de vandalisme et de violence commis par les milices du FPI entre 1998 et 2000 sont innombrables : saccage d'un bar-*karaoke* à Ciputat⁵⁶, tabassage de trois prostituées et d'un travesti dans le Parc Brawijaya de Kebayoran Baru⁵⁷, participation à l'incendie de l'église de Beji à Depok en novembre 1999⁵⁸. Mais le mouvement présente aussi une face plus amène au public par le biais de ses activités socio-caritatives. Il a pris part aux manifestations critiquant l'action du gouvernement dans les Iles Moluques, où avaient lieu de sanglants affrontements dits « inter-communautaires ». Ses membres ont alors organisé des collectes de vêtements et de médicaments pour soutenir les « musulmans blessés par les chrétiens » à Ambon⁵⁹. Aux côtés du Conseil national des oulémas, le FPI, renouant avec la rhétorique des islamistes radicaux du magazine *Sabili*, a dénoncé « le massacre de la communauté des croyants d'islam à Ambon par une faction chrétienne extrémiste, avec l'aide d'une conspiration étrangère (*konspirasi pihak asing*) »⁶⁰. Plus récemment, les liens entre le FPI et les Milices du djihad (mouvement violent dissous en 2002), se sont confirmés. Pour le FPI, les 2 000 djihadistes envoyés clandestinement par les Milices du djihad aux Iles Moluques n'étaient que des « volontaires accomplissant un travail social » (*relawan untuk melakukan aksi sosial*)⁶¹. Au lendemain du tsunami qui a frappé Sumatra en décembre 2004, le FPI a également envoyé plusieurs milliers de volontaires afin de procéder à l'inhumation religieuse des dizaines de milliers de cadavres jonchant les plages et les rues de Banda Aceh et de Meulaboh.

Si le FPI cherche à faire progresser la réislamisation de la société en faisant pression sur les autorités, il hésite donc aussi de moins en moins à commanditer ou à prendre part à des actions violentes. Bien qu'il ne revendique pas plus de 10 000 membres actifs, il parvient à mobiliser

⁵² « FPI : tutup semua tempat maksiat », *Kompas*, 2 décembre 1999.

⁵³ « FPI sita 1 592 botol minuman keras », *Kompas*, 15 décembre 1999.

⁵⁴ « FPI ancam rajam tersangka pemerkosa », *Jawa Pos*, 13 décembre 1999.

⁵⁵ « FPI protests SCTV over Esmeralda », *The Jakarta Post*, 12 mai 2000.

⁵⁶ « FPI members suspected behind attack on bar », *The Jakarta Post*, 29 avril 2000. Le 5 mai 2000, lors d'une démonstration rassemblant 3 000 militants à Pamekasan, le FPI a menacé de mettre le feu à plusieurs milliers de boutiques vendant des boissons alcoolisées (« FPI ancam bakar ratusan toko miras », *Jawa Pos*, 6 mai 2000).

⁵⁷ « 10 arrested over attack on prostitutes, transvestite », *The Jakarta Post*, 1^{er} mai 2000.

⁵⁸ « Mob burns church in Depok », *The Jakarta Post*, 3 novembre 1999.

⁵⁹ « Demo soal Maluku di Istana Presiden dan Dephub », *Kompas*, 14 janvier 2000.

⁶⁰ « MUI-ormas islam minta Gus Dur serius tangani kasus Maluku », *Kompas*, 13 janvier 2000.

⁶¹ « Gubernur Maluku berwenang pulangkan Laskar Jihad », *Kompas*, 17 mai 2000.

jusqu'à 80 000 sympathisants pour des défilés protestataires. Il tend en outre à se distancier de plus en plus du Conseil des oulémas, l'organisation légaliste qui le légitime⁶², pour épauler des groupuscules violents comme les *Laskar Jihad*. Les inclinations violentes de Rizieq, un temps mises sous le boisseau pour coopérer fructueusement avec les oulémas conservateurs, l'incitent désormais à chercher des alliés du côté de l'islamisme radical. Rizieq considère ainsi Megawati Sukarnoputri comme son ennemi personnel et le PDI-P comme un ramassis d'apostats. Selon lui, l'Indonésie deviendrait, aux mains des nationalistes-sécularistes, « le pays de Satan »⁶³. Le FPI est présent dans la plupart des agitations populaires autour des « lieux de péché », et ses militants attisent la colère des petites gens autant à l'encontre des femmes qui roulent en 4 x 4 climatisés que des petits voyous qui mènent grand train : avec d'autres, il a demandé et obtenu l'application de la peine de mort pour les trafiquants de drogues⁶⁴.

Le plus inquiétant est donc que, après avoir cherché un partenariat avec les autorités publiques et avoir quêté leur reconnaissance, le FPI n'hésite plus désormais à affronter directement l'Etat. Pour protester contre les conclusions qu'il jugeait mensongères d'un rapport d'enquête sur la tragédie de Tanjung Priok⁶⁵, 300 de ses membres ont saccagé, le 23 juin 2000, les locaux de la Commission nationale des droits de l'homme (Komnas-HAM). Armés de gourdins de bambou et de projectiles, les militants du FPI, vêtus de longues tuniques blanches et le front ceint d'un bandeau vert, ont brisé les vitres du bâtiment et se sont battus avec les agents de sécurité⁶⁶. Là encore, le FPI se revendiquait de l'indignation du « petit peuple » face à l'Etat infidèle (*kafir*) qui ne respecte pas même la mort, en martyres de l'autoritarisme, de militants islamiques. Ce faisant, le FPI suscite des élans de violence populaire autant qu'il en chevauche. Il n'est de fait pas facile de dire laquelle, de la moralité néo-puritaine des activistes du FPI et de la moralité communautaire des gens du *kampung*, est la plus déterminante lors du passage à l'acte. Très vraisemblablement, les deux s'influencent réciproquement. Les cadres du FPI se tiennent à l'écoute des désarrois locaux et guettent dans les médias les faits divers qui leur fourniront l'occasion de mobiliser les masses (ainsi d'une affaire de viol particulièrement horrible). De l'autre côté, les habitants de *kampung* périphériques ne voient aucun inconvénient à ce que des experts en insurrections enduisent d'un vernis islamique leurs revendications pourvu que celles-ci soient enfin entendues par les autorités compétentes. L'incendie d'un *warung* servant de la Bir Bintang peut bien se parer de toutes les significations, au gré des harangues des meneurs de l'instant. Ces actes violents ne sont généralement pas pensés comme une remise en cause de la

⁶² Le MUI fut institué en 1975 par le gouvernement pour les nécessités d'une légitimation islamique de l'Ordre Nouveau. Initialement destiné à servir de lieu de production de *fatwa* légitimant les actions du régime, le MUI échappa rapidement au contrôle absolu de l'Etat. Dans les années 1980 et 1990, il devint même le bastion d'un moralisme rigoriste, faisant pression sur le ministère des Affaires Religieuses pour obtenir la sanction juridique de diverses mesures de « probité sociale ». Il milita en 1986 pour l'interdiction des mariages inter-religieux, en 1993 pour l'interdiction de la vente d'alcools, puis en 1996 pour que soit défendu aux musulmans l'accès aux fêtes chrétiennes de Noël. Pour quelques éléments d'une histoire récente du MUI, se reporter à Andrée Feillard, *Islam et armée dans l'Indonésie contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 273-274, John Bowen, « Legal reasoning and public discourse in Indonesian islam », dans Dale Eickelman et Jon Anderson (eds.), *New Media in the Muslim World : The Emerging Public Sphere*, Bloomington, Indiana University Press, 1999, pp. 92-93, et Mohamad Mudzhar, « The Council of Indonesian ulama on muslims' attendance at Christmas celebrations », dans M. K. Masud, Brinkley Messick et David Powers (eds.), *Islamic Legal Interpretations. Muftis and their Fatwas*, Cambridge, Harvard University Press, 1996, pp. 230-241.

⁶³ Il avait ainsi traité Megawati de « criminel » (*preman*) (« FPI dan Pemuda Keadilan tuntutan Megawati turun », *Kompas*, 6 janvier 2000).

⁶⁴ « FPI usul hukum mati pengunna narkoba », *Jawa Pos*, 23 mai 2000.

⁶⁵ La « tragédie de Tanjung Priok » désigne la mort de plusieurs dizaines de civils en 1984 lors d'affrontements entre les forces de l'ordre et des militants islamiques dans le quartier de la mosquée Rawa Badak. L'armée avait donné l'ordre de charger après qu'un *imam* avait prononcé un prône critiquant vivement le régime. L'événement est resté comme le symbole de l'opposition islamique au président Suharto.

⁶⁶ « FPI members attack Rights Commission headquarters », *The Jakarta Post*, 24 juin 2000.

reformasi, mais bel et bien comme son accomplissement. Car la *reformasi*, dans ses acceptions populaires, ne recouvrait pas que des demandes de réforme institutionnelle : elle était aussi, et avant tout, l'expression d'une demande de moralisation de la vie publique⁶⁷. C'est la raison pour laquelle Sutiyoso pouvait, en 1998 et 1999, se prévaloir publiquement d'une « approche sécuritaire » en matière de politique municipale sans pour autant être accusé de cautionner une régression vers l'ancien régime militaire : la « guerre contre le vice » qu'il prônait pouvait être perçue comme une variation sur le thème, propre à la *reformasi* « vue d'en bas », d'un « retour aux justes valeurs ».

La réactivation du discours sur la menace criminelle

De cette période de montée en puissance des mouvements néo-puritains et de remise en cause du rôle sécuritaire de l'Etat, date aussi une terrifiante mise en garde de Sutiyoso à la veille de la commémoration du 53^{ème} anniversaire de la proclamation de l'Indépendance : « utilisez toutes les armes possibles pour vous protéger : des gourdins, des lances, des *klewang* [sabres à lames incurvées], des ciseaux, tout ce que vous voulez, parce que ceux qui viendront piller dans votre voisinage n'arriveront pas les mains vides »⁶⁸. Ce discours venait très certainement appuyer la tentative de l'armée de reprendre la main dans le jeu politique national au moment où l'équipe du président par interim B. J. Habibie annonçait vouloir accélérer le retour au multipartisme. Mais il éclaire par ailleurs quelques-unes des significations idéologiques de la notion politique de *kriminalitas*. Comme l'a bien montré James Siegel en étudiant la rubrique de faits divers du journal *Pos Kota* dans les années 1980, la notion de *kriminalitas* – distincte de celle, ancienne, de *kejahatan* – qualifie une violence aveugle, susceptible de survenir n'importe où et n'importe quand, pour déposséder à l'improviste l'individu de ses biens ou de sa vie. Le *kriminal* incarne l'imprévisible et inintelligible déferlement de haine de celui qui ne possède rien mais refuse de se résoudre à la misère⁶⁹. Cette figure du sauvage *kriminal* urbain trouva un terrain d'élection dans les lectures policières de la situation chaotique créée dans la capitale par le déclenchement de la *reformasi*. En 1998-1999, les taux de criminalité, opportunément publiés par les services de police, suivaient une courbe exponentielle, peignant Djakarta sous les traits d'un territoire livré à une violence aveugle⁷⁰.

On peut difficilement sous-estimer la place prise dans le discours médiatique local et national par les actes de *kriminalitas* en 1998-1999. L'envergure des rubriques qui sont alors consacrées à ce type d'activité violente, en particulier dans des revues populaires à très fort tirage comme *Gatra* et *Forum Keadilan*, suggère un surinvestissement politique de ce champ sémantique. De fait, pour la police et l'armée, l'affirmation d'une hausse continue de la *kriminalitas* justifie le

⁶⁷ Comme nous avons essayé de le démontrer dans R. Bertrand, « Indonésie : le Désordre Nouveau », *Critique internationale*, n° 8, été, pp. 28-35.

⁶⁸ « Sutiyoso tells Jakartans to protect themselves », *The Jakarta Post* 15 août 1998. Pour un second exemple de délire sécuritaire, consulter « Rise in crime scares the city », *Tempo Interaktif*, 28 novembre 1998.

⁶⁹ James Siegel, *A New Criminal Type in Jakarta : Counter Revolution Today*, Duke University Press, Durham, 1998, pp. 34-48. Le *Pos Kota* est un journal djakartanais acquis aux autorités municipales.

⁷⁰ Pour un aperçu de cette stratégie policière de dramatisation du péril criminel, consulter « National crime rate increases by 10 % », *The Jakarta Post*, 31 décembre 1998 et « City police shot 191 suspects in 1998 : 90 dead », *The Jakarta Post*, 1^{er} janvier 1999. Le nombre de crimes aurait connu une hausse de 10 % en 1998 avec 157 180 cas d'agression et 18 674 victimes, contre 142 711 cas et 17 950 victimes en 1997. Le taux de criminalité serait passé de 72 pour 10 000 à 78 pour 10 000, soit une agression toutes les 20 secondes. Le nombre de véhicules dérobés aurait atteint 24 179 pour 17 300 en 1997. Les attaques à main armée auraient grimpé de 41 760 à 54 625. Les cinq zones les plus affectées auraient été Java Est, Java Centre, Java Ouest, Djakarta et Sumatra Nord. La police n'aurait en outre pu résoudre que 57 % des affaires criminelles en 1998 contre 60 % en 1997.

resserrement du quadrillage répressif du corps social et offre prétexte à la réaffirmation de la mission sécuritaire de l'Etat. Le stratagème n'est d'ailleurs pas nouveau. Pour rendre compte de sa décision de confier à l'armée l'exécution de plusieurs milliers de petits délinquants à Java en 1982-1983 (événements aujourd'hui connus sous l'acronyme *Petrus*), le président Suharto, dans la première version de son *Otobiografi*, expliquait que « les criminels (*jahat*) [avaient] dépassé les bornes de l'humanité » en s'attaquant aux vieillards et en violant des femmes sous les yeux de leurs maris. La *kriminalitas*, pour Suharto, se posait en tant qu'exact antonyme de la *stabilitas* : « les menaces des criminels, les cambriolages, les meurtres etc, survenaient à tout moment. La stabilité [du pays] s'en trouvait ébranlée »⁷¹. Dans la galaxie sémantique traçant les frontières de la notion politique contemporaine de *kriminalitas*, l'idée de désordre (*rawan*, *kerusuhan*) occupe de fait une position nodale. Elle désigne, dans le vocable suhartien, ce qui ne saurait être prédit et qui, pour cela même, remet en cause l'autorité de l'Etat : la menace de l'insoumission⁷². Or, c'est cette même acception que l'on retrouve dans les articles évoquant, à l'aube de la *reformasi*, le climat d'insécurité dans la capitale :

« Des incidents comme les vols avec violence devant les distributeurs d'argent surviennent à un moment où la situation en terme d'ordre et de sécurité publique à Djakarta est vraiment perturbée (*memang rawan*). Le péril peut menacer n'importe qui, n'importe quand et n'importe où (*bahaya bisa mengancam siapa saja, kapan saja dan di mana saja*). Cette menace est le fait des criminels (*para preman*). »⁷³

Il faut garder à l'esprit l'imaginaire de la menace criminelle charrié par les médias nationaux à compter des années 1990, et les effets de dramatisation créés par la publication des statistiques de police de 1998, pour comprendre pleinement les ressorts idéologiques et le succès, parmi les classes moyennes, de la lutte contre le vice prônée par Sutiyoso. Si le gouverneur de Djakarta continue à bénéficier du soutien des fractions aisées de la population citadine – et ce malgré sa mise en cause dans de nombreux scandales ayant dévoilé ses liens avec le monde souterrain du crime ainsi que son rôle dans la « tragédie du 27 juillet » –, c'est surtout parce que la police et l'armée ont fabriqué une notion nouvelle de la menace criminelle : une menace omniprésente, tout entière dirigée contre la richesse et ses signes extérieurs car nourrie d'un inexpugnable ressentiment social. La stratégie municipale autoritaire de Sutiyoso, héritage de sa socialisation militaire tout autant que conséquence de ses transactions avec le milieu criminel *betawi*, s'est ainsi articulée à un jeu d'attentes sécuritaires portées par les classes moyennes, dramatisées par la presse nationale et actualisées, sous forme de lynchages, par le FPI.

Conclusion

La route du gouverneur Sutiyoso a maintes fois croisé celle du crime : soit qu'il se soit appuyé sur des organisations liés au crime organisé, soit qu'il ait cautionné la montée en puissance des milices néo-puritaines dans la capitale, soit enfin qu'il ait fait de la « guerre contre le vice » son principal argument de légitimité afin d'exploiter politiquement l'angoisse sécuritaire avivée par la dissémination médiatique de la notion de *kriminalitas*. Hier « chien de guerre » du régime de

⁷¹ G. Dwipayana et K. H. Ramadhan (eds.), *Suharto : Pikaran, Ucapan dan Tindakan Saya. Otobiografi seperti dipaparkan kepada G. Dwipayana dan K. Ramadhan*, Djakarta, Citra Lamtoro Gung Persada, 1988, p. 364. Il faut noter que ce passage a été retranché des éditions ultérieures de l'ouvrage.

⁷² Sur la notion de *rawan* et ses usages politico-militaires, se reporter à Geoffrey Robinson, « *Rawan is as rawan* does : the origins of disorder in New Order Aceh », *Indonesia*, n° 66, octobre 1998, pp. 127-156.

⁷³ « *Kapan Jakarta bisa aman* », *Gatra*, n° 5, 19 décembre 1998.

l'Ordre Nouveau, aujourd'hui compagnon de route du PDI-P, Sutiyoso a admirablement réussi sa reconversion à l'heure de la *reformasi*. Mais s'il a si bien su tourner casaque, c'est avant tout parce que les ressources et les dispositions qu'il a acquises durant ses années sous l'uniforme (ses réseaux de soutien au sein des Kopassus et du Kodam Jaya, sa vision sécuritaire du monde urbain) n'ont pas subi de réelle dévaluation. Autrement dit, la carrière de Sutiyoso se présente comme le reflet et la conséquence du caractère partiellement antidémocratique de la *reformasi*. Car celle-ci ne fonctionne pas moins que l'Ordre Nouveau au clientélisme et aux manigances occultes. C'est tout un système de transactions collusives entre l'armée, le monde du crime, les administrations publiques et l'univers politique qui s'est maintenu par-delà les événements de 1998. La fonctionnalité politique de ces transactions s'est en outre trouvée actualisée et avivée par les logiques perverses du retour au multipartisme concurrentiel. Car l'importance accrue du rôle des groupes d'intérêt dans le processus de prise de décision publique, l'impératif de prise en compte des demandes sécuritaires d'une « opinion publique » médiatiquement reconstituée et les nécessités du financement illicite ou illégal des nouvelles formations partisans ont fini par redonner une importance cruciale aux accointances (réelles ou supposées) avec les acteurs officieux du jeu politique (qu'il s'agisse de généraux à la retraite, de « gros bras » des quartiers chauds ou de militants islamistes violents).